

La montée d'une deuxième puissance dans le continent américain: Examen des relations entre le Brésil et les États-Unis sous Lula et Rousseff

Mathieu Cloutier

Résumé :

Le texte brossera un portrait de l'évolution des relations bilatérales du Brésil et des États-Unis aux plus hauts échelons politiques. L'analyse mettra tout d'abord la table en décrivant la nature des relations sous la gouverne de Lula, puis traitera de la transition Lula-Rousseff et de l'évolution des rapports qui ont suivi, afin de mieux identifier les éléments propres à chaque dirigeant, aussi bien que les éléments de continuité dans la formation des politiques étrangères des deux nations.

Depuis une dizaine d'années, le Brésil connaît une montée fulgurante sur la scène internationale.

Cela est autant dû à sa politique étrangère, à la fois dynamique et pragmatique, qu'à une série d'événements et de situations internationales qui ont servi les intérêts brésiliens. L'influence relativement diffuse du Brésil dans les affaires du monde s'expliquait, il y a encore quelques années, par son intérêt concentré dans le sous-continent sud-américain. Cette situation a changé puisque le Brésil, grâce à ses attributs de puissance, a joué un rôle majeur dans plusieurs grandes négociations internationales. Le Brésil est ainsi de plus en plus considéré non comme une puissance moyenne, mais comme une grande puissance en émergence dont la symétrie de puissance avec les États-Unis devient de plus en plus observable¹. Cette transition

1 Gordon Mace et *al.* «Asymétrie de puissance et négociations économiques internationales: la zone de libre-échange.

n'est toutefois pas encore complétée, et c'est ce qui explique l'importance primordiale des nuances lorsque l'on traite des relations entre le Brésil et la première puissance continentale (et aussi mondiale), les États-Unis.

Si de nombreux dossiers internationaux ne peuvent maintenant plus se décider sans l'appui des puissances émergentes comme le Brésil², certains de ces dossiers deviennent particulièrement intéressants à examiner étant donné qu'ils sont au centre des relations bilatérales du Brésil et des États-Unis. Le dossier du nucléaire iranien et le scandale des écoutes électroniques, qui a mis en cause Washington, sont deux exemples d'enjeux dans lesquels le Brésil a dû définir clairement sa position³. En ce qui a trait à la relation brésilio états-unienne, quelles furent les constantes et les différences observables dans la politique étrangère mise en oeuvre par Lula et par Rousseff ? Est-ce que le gouvernement de Dilma Rousseff s'est écarté significativement de la route tracée par son prédécesseur ? C'est ce que nous proposons d'examiner dans cette chronique. Cette analyse se divise en trois périodes: la période de Lula au pouvoir (2003-2011), la transition de Lula à Rousseff et l'évolution des relations américano-brésiliennes depuis Rousseff (2011-).

D'un monde unipolaire à un mode multipolaire (1995-2005)

D'entrée de jeu, rappelons que le contexte dans lequel évoluait la politique étrangère brésilienne a connu un revirement important en 2003, suite à l'élection de Lula⁴. Cela s'explique de manière systémique, à savoir que le comportement du Brésil est conséquent avec la multipolarité croissante du système international. C'était là un environnement tout désigné pour que Lula puisse tisser des liens politiques et économiques avec d'autres puissances émergentes – les fameux BRICS, entre autres- ,

et cela cadrerait parfaitement dans le discours de changement par rapport au gouvernement de Cardoso que Lula a voulu faire sien⁵.

Rappelons plus en détail le contexte international qui prévalait alors. Depuis la dissolution de l'URSS, les États-Unis demeurent la seule puissance hégémonique. Comme l'avait anticipé Charles Krauthammer (1991), chroniqueur états-unien et auteur de l'essai *Le moment unipolaire*, les États-Unis ont commencé par la suite à exercer leur puissance de manière de plus en plus incisive dans le monde. Cette tendance s'est accélérée suite aux événements du 11 septembre 2001, qui ont provoqué un certain nombre d'actions unilatérales américaines, dont l'invasion de l'Irak de 2003 demeure le meilleur exemple.

L'approche unilatérale semble promise à devenir de moins en moins fréquent à l'avenir: la dette du gouvernement des États-Unis représente un fardeau considérable, chiffrée à 16 000 milliards de dollars américains, et la montée de nouvelles puissances permet de croire que l'équilibre tend de plus en plus vers la multipolarité. Même s'il est arrivé à plusieurs reprises depuis les années 1970 que des prévisions quant à l'émergence de nouvelles puissances soient annoncées, celles-ci s'étaient finalement dégonflées pour la plupart. Mentionnons les cas de l'Europe après la reconstruction qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale ou du Japon au tournant des années 1980. Cependant, il se pourrait bien cette fois-ci que l'hégémonie des États-Unis soit définitivement en recul. Dans *L'impuissance de la puissance*, Bertrand Badie note que la force militaire des États-Unis ne leur permet plus de fixer l'ordre du jour de la scène internationale⁶.

L'expansion de l'influence brésilienne dans le sous-continent sud-américain

Si la fin de la guerre froide a signifié le couronnement de la puissance états-unienne, elle a également démontré le déclin de l'importance stratégique de l'Amérique du Sud pour les États-Unis. Il importe de nuancer : ceux-ci ont continué de s'intéresser aux affaires

des Amériques et les puissances moyennes», *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne des sciences politiques* [En ligne], Vol. 36, N^o. 1 (Mars 2003), pp. 129-158 <http://www.jstor.org/stable/3233349>, (Page consultée le 1^{er}

décembre 2013).

² Pensons notamment aux négociations climatiques et aux décisions économiques concernant le G20, par exemple.

³ Si le gouvernement brésilien, comme nous allons le voir, n'est plus partie prenante dans les négociations concernant l'Iran, cela est en bonne partie dû au fait du repositionnement que Mme Rousseff a effectué face à ce pays.

⁴ Raúl Bernal-Meza, « International thought in the Lula era », dans *Revista Brasileira de Política Internacional* 53, n^o SPE, décembre 2010, p. 193.

⁵ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, « Lula's Foreign Policy and the Quest for Autonomy through Diversification », *Third World Quarterly*, Vol. 28, 7 novembre 2007, p. 1309.

⁶ Catherine Croiser, « Revue de presse: L'impuissance des puissances », Institut de relations internationales et stratégiques, printemps 2005, [En ligne], <http://www.iris-france.org/Notes-er>

[2005-03-01r.php3](http://www.iris-france.org/Notes-er/2005-03-01r.php3), (Page consultée le 1^{er} décembre 2013).

continentales durant les années 1990, notamment en organisant le Sommet de Miami en 1994. L'intérêt stratégique de la région se trouvait diminué, mais les intérêts économiques perduraient. Les attentats du 11 septembre ont cependant mené à un important recadrage des priorités états-uniennes en terme de politique étrangère, provoquant un désintérêt marqué à partir de 2001. Ce recul laissait présager qu'une autre puissance ou groupe de puissances allait combler ce départ. Le Brésil a ainsi pu saisir l'occasion de jouer un rôle dominant dans la région. Dans ces circonstances, il a eu les coudées franches pour établir des partenariats avec les États de la région. C'est d'ailleurs de cette manière qu'ont vu le jour le MERCOSUR et l'UNASUR. Même si ces projets ne fonctionnent pas toujours aussi bien qu'auraient pu l'envisager le Brésil – en partie en raison de la crainte régionale de voir en lui un nouvel hégémon qui prendrait le relai des États-Unis, le Brésil a été en mesure de développer des liens solides dans la région.

L'importance régionale du Brésil est telle que ce dernier ne servirait que ses intérêts propres, et la situation qui se déroule serait à la fois inédite et ne serait l'indicateur de la diminution drastique de l'influence états-uniennes dans la région, selon Jean Daudelin, professeur et spécialiste du Brésil⁸. Toujours selon Daudelin, le gouvernement de Washington s'est vu contraint de négocier avec le Brésil, plutôt que de lui subordonner ses propres intérêts⁹. Malgré tout, les relations diplomatiques américano-brésiliennes tendent à osciller de manière équilibrée à l'intérieur d'un spectre, passant de bonnes à correctes, sans jamais tomber dans l'hostilité ouverte¹⁰.

Il est impossible de passer sous silence la contribution brésilienne à la ZLÉA, puisque c'est à cette occasion que le Brésil a réussi à aligner derrière lui une bonne partie de l'Amérique du Sud pour mener les

négociations¹¹. Le pragmatisme brésilien s'est matérialisé sous forme d'une négociation lente, trop lente au goût des États-Unis, et de négociation en parallèle avec l'Union européenne¹². Cette tactique de surenchère avait pour but l'obtention d'arrangements plus avantageux pour le Brésil et les autres membres du MERCOSUR, en plus d'éviter une dépendance envers les États-Unis comme partenaire commercial.¹³ Paradoxalement, nous pouvons poser que ce style de négociation ait aliéné plusieurs participants aux négociations, puisque les États-Unis, suite à l'échec de la ZLÉA, semblent avoir une nette préférence pour les négociations bilatérales. Un exemple de ce fait est le *Trade and Investment Framework Agreement* (TIFA), conclu entre les États-Unis et l'Uruguay en 2008. Rien de surprenant puisque pour contrer la stratégie de bloc employée par le Brésil lors des discussions portant sur la ZLÉA, les États-Unis ont employé une stratégie de fragmentation¹⁴.

Depuis que l'Amérique du Sud n'est plus considérée la cour arrière des États-Unis, cette stratégie de fragmentation semble devenir de plus en plus fréquente. Cela s'observe par l'attitude tiède, voire amorphe, de Washington en ce qui a trait aux coups d'États dans la région. Celui qui s'est produit au Honduras en 2009 en est un bon exemple. L'Assemblée générale des Nations Unies résolution A/RES/63/301, condamnant avec fermeté le coup et exigeant le rétablissement de la démocratie et de son président élu José Manuel Zelaya Rosales. Au-delà de l'unanimité du vote, le Brésil a certainement gagné en prestige lors de la gestion de cette crise, étant donné que le gouvernement des États-Unis semblait peu enclin à intervenir pour le retour du président élu Zelaya. Le Brésil s'est porté en défenseur de la démocratie et a exigé le retour du président déchu. La gestion de l'administration Obama, qualifiée par certains analystes de catastrophique, a enfoncé plus profondément encore le Honduras dans une spirale de violence¹⁵. La réaction très faible des États-Unis

7 Peter Hakim. « The Reluctant Partner », *Foreign Affairs*,

er
Vol. 83, no.1, 1 janvier 2004, p.114.

8 Jean Daudelin, « L'Amérique latine n'est plus l'arrière-cour des États-Unis », dans Bertrand Badie et Sandrine Tolotti, *L'état du monde: 50 idées-forces pour comprendre l'actualité mondiale: 2010*, Paris, Éditions la Découverte/ Boréal, 2009, p. 258.

9 *Loc. cit.*

10 Maria Regina Soares De Lima et Mônica Hirst, « Brazil as an Intermediate State and Regional Power: Action, Choice and Responsibilities », *International Affairs (Royal Institute of*

er
International Affairs 1944-) 82, n° 1 (1 janvier 2006), p.33.

11 Christopher M. Bruner, « Hemispheric Integration and the Politics of Regionalism: The Free Trade Area of the Americas (FTAA) », *The University of Miami Inter-American Law Review*, [En ligne], Vol. 33, No. 1 (Spring, 2002), p.15, <http://www.jstor.org/stable/40176560>, (Page consultée le 9 décembre 2013).

12 Christopher M. Bruner, *Ibid.* p.34.

13 *Loc. cit.*

14 Christopher M. Bruner, *Ibid.* p.38

15 Dana Frank, « In Honduras, a Mess Helped by the U.S. », *The New York Times*, [En ligne], 26 janvier 2012, <http://www.nytimes.com/2012/01/27/opinion/in-honduras-a->

au regard de la destitution du président Lugo au Paraguay a aussi suscité son lot de désapprobation dans la région. Pour certains, l'attitude de Washington découle d'une stratégie bien calculée, visant à saper l'influence brésilienne¹⁶. D'un autre côté, les États-Unis tendent à respecter la souveraineté des autres États latino-américains pourvu que ceux-ci respectent leur propre constitution. Si le coup d'État au Honduras méritait probablement une réponse plus affirmée de la part des États-Unis, la situation au Paraguay est quelque peu différente. Si certaines consignes n'ont pas été respectées, par exemple, le délai accordé au président Lugo pour préparer sa comparution, la procédure de destitution n'était pas illégale en soi¹⁷. Il apparaît néanmoins que le Brésil n'est de toute évidence pas parvenu à imposer sa volonté comme il l'aurait souhaité, et ce, même dans sa périphérie la plus rapprochée. Cela reste vrai autant pour le cas du Honduras que celui du Paraguay. Des revirements sont tout de même encore possibles: lors du Sommet des Amériques de Carthagène en 2012, plusieurs présidents sud-américains (incluant Rousseff) ont émis une mise en garde signifiant qu'il n'accepterait plus à l'avenir de participer à un Sommet auquel Cuba serait exclu¹⁸. La question de la légalisation des drogues, un autre affront aux États-Unis, a aussi été mise sur la table¹⁹. De toute évidence, les diplomatie états-unienne et brésilienne travaillent afin de se contrer mutuellement dans la région.

Enjeux conflictuels à l'extérieur du continent entre le Brésil et les États-Unis

Deux enjeux retiennent plus particulièrement notre attention: la négociation des règles de taxation

[mess-helped-by-the-us.html?_r=0](#), (Page consultée le 9 décembre 2013).

16 Mark Weisbrot, « Latin America: How the US has allied with the forces of reaction », *The Guardian*, [En ligne], 29 juin 2012, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2012/jun/29/latin-america-us-allied-forces-reaction>, (Page consultée le 9 décembre 2013).

17 Thor Halvorssen et Javier El-Hage, « Paraguay is not Honduras: President Lugo's Impeachment was not a Coup », *Forbes*, [En ligne], 3 juillet 2012, <http://www.forbes.com/sites/thorhalvorssen/2012/07/03/paraguay-is-not-honduras/>, (Page consultée le 29 janvier 2014).

18 « Un sommet de chefs d'États décisif à Carthagène », *Courrier international*, [En ligne], 13 avril 2012, <http://www.courrierinternational.com/article/2012/04/13/un-sommet-de-chefs-d-etat-decisif-a-carthagene?page=all> (Page consultée le 6 janvier 2014).

19 *Loc. cit.*

bancaire et le dossier de l'Iran²⁰. Le Brésil s'est relativement bien sorti de la crise de 2008, par rapport à d'autres pays d'Amérique latine, comme le Mexique, l'Argentine ou le Venezuela, en plus d'en avoir été victime plus tardivement²¹. Une certaine discipline bancaire n'étant pas étrangère à cette situation, le gouvernement brésilien se montrait peu enclin à accepter une surtaxe bancaire pour réparer les pots cassés causés par les banques états-uniennes et européennes. La surtaxe bancaire, à l'origine proposée par le Fonds monétaire international et soutenue par les États-Unis et l'Europe, n'a finalement jamais vu le jour telle que proposée. En effet, même si seulement un groupe restreint de pays (Brésil, Japon, Inde et Australie) s'est joint au Canada, principal opposant à la surtaxe, pour dénoncer celle-ci, le groupe a quand même été en mesure d'infléchir la volonté internationale d'instaurer une surtaxe commune²². Il n'est pas facile d'estimer le pourcentage précis qu'aurait pu représenter cette surtaxe, tant les négociations ont achoppé rapidement sur la question. Plusieurs gouvernements se préoccupaient du fait que les banques auraient tôt fait de transmettre la surtaxe aux clients, faisant reposer l'essentiel du fardeau sur les contribuables.²³

En ce qui concerne le dossier iranien, notons que les échanges commerciaux entre le Brésil et l'Iran ont crû de manière importante durant les années au pouvoir de Lula: d'environ 500 millions de dollars en 2003, les échanges ont grimpé à 4 milliards de dollars US vers 2012²⁴. Si cela n'est pas conflictuel en soi, il faut

20 Jean Daudelin, « Le Brésil comme puissance: portée et paradoxes », *Problèmes d'Amérique latine*, n^o 78 automne 2010, p.1

21 Pascal Boniface et Institut de relations internationales et stratégiques, *L'année stratégique: analyse des enjeux internationaux*, Paris, IRIS : Dalloz, 2010, p. 225.

22 « Sommet de Toronto-Le G20 s'apprête à enterrer l'idée d'une taxe bancaire mondiale », *Le Devoir*, [En ligne], 22 juin 2010, <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/291350/sommet-de-toronto-le-g20-s-apprete-a-enterrer-l-idee-d-une-taxe-bancaire-mondiale>, (Page consultée le 3 février 2014).

23 Rappelons que la crise économique découlait d'une crise financière, elle-même en bonne partie causée par la présence de produits financiers dits «toxiques». L'existence même de ces produits financiers a été possible grâce à la déréglementation de la finance, dont les banques occidentales, et surtout états-uniennes, ont été les fers de lance.

24 MercoPress.« Iran trade with Latinamerica remained stable at 4bn dollars in 2012, says Latinvex », . [En ligne],

6 septembre 2013, <http://en.mercopress.com/2013/09/06/iran-trade-with->

cependant savoir que le Brésil a utilisé des méthodes de contournement pour éviter l'embargo imposé à l'Iran par les Nations Unies, consistant notamment à livrer des exportations à destination de Dubaï²⁵. Cette stratégie, qui a contribué à saper les efforts de Washington d'isoler l'Iran, n'était certainement pas de nature à plaire au gouvernement des États-Unis. De cette manière, l'administration Lula s'est battue pour empêcher Téhéran d'être poussé dans un isolement encore plus profond. Les raisons invoquées étaient la légitimité pour l'Iran de pouvoir développer une filière civile de l'énergie atomique²⁶ et aussi qu'Israël n'est pas confronté à propos du fait qu'il est admis qu'il dispose lui-même de l'arme atomique²⁷. Ce traitement inégal illustre le deux-poids, deux-mesures que le Brésil reproche aux États-Unis d'employer dans leur rôle de gendarme international.

Ailleurs dans le monde, le Brésil s'est rapproché de pays comme la Chine, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Plus particulièrement, deux groupes ont émergé de ce rapprochement: les BRICS et l'IBSA (Inde, Brésil, Afrique du Sud). Si les BRICS représentent un forum alternatif pour des puissances en émergence, l'IBSA sert mieux la représentation idéologique, à travers un idéal démocratique, du développement pour trois des membres des BRICS. Cette stratégie de diversification vise tout simplement à éviter de mettre tous ses œufs dans le même panier. Le Brésil, qui souhaite obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies, semble utiliser ses relations diversifiées afin d'ajouter du poids à sa candidature. S'il est possible que le Brésil trouve appui dans des pays tels que l'Inde ou l'Allemagne, le support d'autres pays, comme les États-Unis, la Chine et la Russie, n'est pas acquis. Pour Jean Daudelin, ce sont cependant les puissances moyennes en déclin, comme la France et le Royaume-Uni, qui risquent d'offrir la plus âpre

résistance²⁸. Pour Bertrand Badie, cela est dû au fait que les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale défendent ardemment les privilèges qu'ils se sont octroyés à l'issue du conflit²⁹.

Badie ajoute finalement que « la sclérose onusienne, et par conséquent, du système international, découle du fait que les puissances émergentes et les vaincus de la Deuxième Guerre mondiale ne peuvent pas acquérir des droits en équilibre avec leurs rangs relatifs et leurs responsabilités sur l'échiquier mondial³⁰. » En résumé, le Brésil s'est battu, durant cette période pour modifier, par l'utilisation de leviers pacifiques, pour contrer les privilèges octroyés à certains États à la fois à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale et de la Guerre froide. Ces leviers consistaient à intégrer les échelons supérieurs des organisations internationales et à se servir de ce gain d'influence d'une manière synergique afin de faire progresser ses intérêts, notamment en ce qui concerne l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies, comme nous le verrons plus clairement sous l'administration Rouseff. Peut-être en reflet de cela, la composante des échanges commerciaux du Brésil a été modifiée de manière importante depuis les vingt dernières années.

En effet, si les États-Unis sont encore un partenaire important pour l'économie brésilienne, l'Amérique du Nord demeure toujours derrière l'Europe, particulièrement en ce concerne les exportations du Brésil. De plus, les États-Unis ont vu leur rôle être réduit au fil du temps. En guise d'exemple, entre 1995 et 2000, 29,29 % des importations provenaient des États-Unis, alors que 19,3 % de la valeur des exportations du Brésil partait à destination de ce pays. Entre 2006 et 2011, ces valeurs étaient respectivement de 16,31 % et 11,93 %³¹. En vertu de cette nouvelle réalité, d'autres États ont vu leur importance grandir, notamment la Chine avec près de 6 fois plus de marchandises en provenance du Brésil durant les périodes étudiées. Lorsqu'on regarde les échanges en fonction du continent concerné, on remarque que l'Asie,

[latinamerica-remained-stable-at-4bn-](#)

[dollars-in-2012-says-latinvex](#), (Page consultée le 1^{er} novembre 2013).

²⁵ Ariel Farrar-Wellman, « Brazil-Iran foreign relations », [En ligne], 20 mai 2010, <http://www.irantracker.org/foreign-relations/brazil-iran-foreign-relations>, (Page consultée le 3 février 2014).

²⁶ Le Brésil se reconnaît dans l'Iran puisqu'il avait lui-même tenté de se doter de l'arme atomique dans les années 1970.

²⁷ Mathias Spektor, « How to Read Brazil's Stance on Iran », *Council on Foreign Relations*, [En ligne], 4 mars 2010, <http://www.cfr.org/brazil/read-brazils-stance-iran/p21576>,

^{er} (Page consultée le 1^{er} novembre 2013).

²⁸ *Op. cit.* p.18.

²⁹ Bertrand Badie, « Un monde dans l'impasse: ne rien changer pendant que tout change », dans Bertrand Badie et Sandrine Tolotti, *L'état du monde: 50 idées-forces pour comprendre l'actualité mondiale: 2009*, [Paris] Éditions la Découverte/ Boréal, 2008, p.17.

³⁰ *Loc. cit.*

³¹ Observatory of Economic Complexity, [En ligne], <http://atlas.media.mit.edu/profile/country/bra/>, (Page consultée le 28 mars 2014).

qui venait assez loin derrière l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, est maintenant le continent avec lequel le Brésil commerce le plus. En fonction de cette tendance, nous sommes à même de constater que l'Amérique du Nord est sur le point de passer derrière l'Amérique du Sud, et donc, loin derrière l'Asie et l'Europe pour les exportations du Brésil, puisque c'est déjà le cas pour les importations³². Bref, cela signifie que Brasília ne dépend peut-être plus autant de Washington que Washington peut dépendre de Brasília. D'autre part, ces rapprochements peuvent aussi servir l'atteinte des objectifs de politique étrangère du Brésil, en lien avec la théorie des cercles concentriques³³.

La transition Lula-Rousseff

Comme le veut la loi électorale brésilienne, Rousseff a pris la relève de Lula le 1er janvier 2011. Largement considérée comme une *outsider* avant son élection, réputée intransigeante et qualifiée de « bourreau de travail », son caractère a su plaire à Lula, et ce, malgré son manque de charisme (du moins, lorsque comparé à Lula)³⁴. Rousseff a aussi été dans sa jeunesse une révolutionnaire de gauche à l'époque de la dictature. Cela permet de mieux comprendre pourquoi elle s'inscrit en continuité des politiques sociales mises en place par Lula. Par exemple, la mise sur pied de son plan *Brasil Sem Miséria* (Plan Brésil sans misère), dès la deuxième année de son mandat, qu'elle perçoit comme étant le volet le plus important de ses engagements en matière de politiques sociales³⁵.

Toujours dans la foulée de Lula, Dilma Rousseff poursuit et renforce les politiques sociales mises en place par l'ancien président. Puisque Rousseff était présentée

comme étant la dauphine de Lula, il était relativement sûr d'espérer le maintien, voire l'amélioration, des relations entre le Brésil et les États-Unis lors de son élection. Barack Obama étant idéologiquement plus proche de Lula et Rousseff que son prédécesseur Georges W. Bush - et ce même si Georges W. Bush avait apparemment des relations fort courtoises avec Lula -³⁶, il était prévisible d'envisager la poursuite de ces bonnes relations. Cela ne fut pas toujours le cas.

De plus, si Rousseff poursuit la mise en œuvre des politiques sociales de son prédécesseur, leur vision ne concordent pas nécessairement toujours en termes de politique internationale. En effet, en ce qui concerne l'Iran, la présidente brésilienne a sérieusement revu la position de son pays. Cela s'explique en partie par le fait que Rousseff, qui a dans sa jeunesse été torturée en prison, semble être plus attentive que son prédécesseur à la question des droits de l'Homme. Il faut aussi dire qu'un pourcentage écrasant de Brésiliens s'opposent aux politiques de Téhéran³⁷, ce qui pousse peut-être l'élite dirigeante à revoir ses relations avec l'Iran³⁸.

Les échanges entre les deux pays avaient pourtant cru de manière importante sous la présidence de Lula, et ce, surtout à l'avantage du Brésil. En effet, en 2009, plus de 450 entreprises brésiennes ont exporté en Iran. Dans le premier semestre de 2010, au moment où les relations bilatérales du Brésil et de l'Iran étaient au point culminant, les exportations à destination de l'Iran ont augmenté de 77 %, tandis que les importations en provenance d'Iran

36 Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *Op.cit.*, p. 1320.

37 Pew Research, «A global "no" to a nuclear-armed Iran», [En ligne], 18 mai 2012, <http://www.pewglobal.org/2012/05/18/a-global-no-to-a-nuclear-armed-iran/> (Page consultée le 6 janvier 2014).

38 Sous peine de subir une défaite dans les urnes. N'oublions pas que si Mme Rousseff a su jouir d'une popularité comparable à celle de Lula lors de son arrivée au pouvoir, elle s'est retrouvée à l'été 2013 prise avec les plus grandes

manifestations que le Brésil ait connues en vingt ans, et ce, sans préavis. La cote de popularité de son gouvernement, au plus

profond de la crise, a alors frôlé les 30 %, alors que la sienne était tombée à 38 % en avril 2014. Le facteur électoral fait donc probablement parti du calcul opéré par la diplomatie brésilienne en ce qui concerne l'Iran. (Mario Sergio Lima, « Rousseff loses support for Brazil election in Datafolha Poll », *Bloomberg*, 5 avril 2014, [En ligne], <http://www.bloomberg.com/news/2014-04-05/rousseff-loses-voter-support-for-brazil-race-in-datafolha-poll.html>, (Page consultée le 15 juin 2014)

32 *Loc. cit.*

33 Antonio Carlos Lessa et Denis Rolland, (dirs.). *Relations internationales du Brésil, Les chemins de la puissance*,

vol. 1, Paris, l'Harmattan, 2010, 322 p. cité dans Hugo Loiseau, « Les politiques étrangère et de défense du Brésil: un mariage harmonieux? », *Observatoire des Amériques* Montréal, [En ligne], vol. 18, no. 1, mai 2013, p.2, http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/cda_mai_2013.pdf (Page consultée le 9 décembre 2013).

34 Nazaret Castro, « Dauphine de Lula », *Courrier international*, [En ligne], 25février2010,

<http://www.courrierinternational.com/article/2010/02/25/dauphinedelula>, (Page consultée le 6 janvier 2014).

35 Marie-Pier Malouin-Ducharme, « La relève de Dilma Rousseff suite à l'héritage social de Lula », *Observatoire des Amériques*, [En ligne], Volume 18, numéro 3, juin 2013, p.4 http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article_oda&id_article=8285, (Page consultée le 6 janvier 2014).

ont bondi de 125 %³⁹. Se chiffrant maintenant à 4 milliards de dollars des États-Unis, les échanges commerciaux semblent s'être stabilisés peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Rousseff⁴⁰. Étant donné que le Brésil a une réputation de pragmatisme en relations étrangères, ce renversement peut paraître surprenant en vertu des sentiments, même forts, de la dirigeante brésilienne. Ce comportement pourrait s'expliquer par le fait que le Brésil souhaite ainsi voir les États-Unis soutenir la demande brésilienne d'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité⁴¹.

Un repositionnement qui n'est pas garant de succès, loin de là. L'implication brésilienne, autant dans la région et qu'ailleurs dans le monde, ne pourra pas se poursuivre indéfiniment en autonomie de Washington. Si le Brésil souhaite profiter des avantages qui découlent de son importance grandissante dans les affaires du monde, il devra également contribuer à sa juste part à la sécurité internationale, avec tous les risques que cela sous-entend⁴². Le débat a été porté récemment sur le déploiement des forces armées brésiennes, qui commandent la force militaire de la *Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti*- MINUSTAH- depuis 2004. C'était la première fois que le Brésil dirige un déploiement militaire international hors de ses frontières. Il faut savoir que les militaires sud-américains se cherchent une identité suite à la fin de la guerre froide et des dictatures militaires, et le géant sud-américain n'y fait pas exception, ayant lui-même vécu une dictature militaire jusqu'en 1985⁴³. Si une prise de conscience semblait

avoir été réalisée et un consensus populaire atteint dans la *Stratégie nationale de défense* de 2008⁴⁴, force est de constater que ce premier commandement militaire à l'extérieur des frontières nationales fut rude pour les dirigeants brésiliens. Viols de mineurs par des soldats uruguayens, épidémies de choléra causant au moins 6000 morts parmi la population locale et suicide du commandant de la MINUSTAH ne sont que quelques exemples des difficultés qu'a connues le commandement brésilien⁴⁵. Puisque le gouvernement du Brésil a pris la décision de retirer graduellement ses troupes, il semble que l'expérience ait été assez traumatisante pour que nous puissions nous interroger sur le désir résiduel du Brésil de faire face à des responsabilités qui vont de pair avec la place qu'il convoite au sein de l'ordre politique international. Cela dit, les dirigeants brésiliens n'ont pas une entière liberté d'action en matière de politique étrangère et de défense. En effet, comme le rappelle Ventura : « La Constitution de 1988 prévoit comme objectifs pour la diplomatie brésilienne : l'indépendance nationale, les droits de l'homme, l'autodétermination des peuples, la non-intervention, l'égalité entre les États, la défense de la paix, la résolution pacifique des conflits [...]»⁴⁶.

Même après ce déploiement, les États-Unis ne semblaient pas reconnaître le Brésil comme un joueur incontournable dans le système international⁴⁷. Cela pourrait s'expliquer par un manque au niveau des attributs de puissance, notamment militaire. Pour cause,

de Grenoble, février 2010, p. 8 dans Hugo Loiseau. « Les politiques étrangère et de défense du Brésil: un mariage harmonieux? », *Observatoire des Amériques*, Montréal, [En ligne], Volume 18, numéro 1, mai 2013, p.3, http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/cda_mai_2013.pdf (Page consultée le 9 décembre 2013).

44 Gouvernement du Brésil, Ministère de la défense, *Stratégie nationale de défense, Paix et sécurité au Brésil*, 1ère édition, 2008, p. 8.

45 BBC, « Brazil plans Haiti peacekeeping withdrawal, says Amorim », [En ligne], 6 septembre 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-14812500>, (Page consultée le 2 décembre 2013).

46 Enrique Ventura. La politique extérieure brésilienne et l'élection présidentielle de 2011, Institut d'Études Politiques de Grenoble, février 2010, p. 8. cité dans Hugo Loiseau, « Les politiques étrangère et de défense du Brésil: un mariage harmonieux? », *Observatoire des Amériques* Montréal, [En ligne], Volume 18, numéro 1, mai 2013, p.3, http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/cda_mai_2013.pdf (Page consultée le 9 décembre 2013).

47 Maria Regina Soares De Lima et Mônica Hirst, *Op.cit.* p. 33.

39 Gabriel Elizondo Paulo, « Brazil's slow break with Iran », *Al Jazeera Blogs*, [En ligne], 24 mars 2011, <http://blogs.aljazeera.com/blog/americas/brazils-slow-break-iran> (Page consultée le 1 novembre 2013).

40 MercoPress, « Iran trade with Latinamerica remained stable at 4bn dollars in 2012, says Latinex », 6 septembre 2013 [En ligne], <http://en.mercopress.com/2013/09/06/iran-trade-with-latinamerica-remained-stable-atdollars-in-2012-says-latinex>

(Page consultée le 1 novembre 2013).

41 Eduardo J. Gómez, « Why Iran-Brazil friendship has gone cold », [En ligne], 15 avril 2012, <http://www.cnn.com/2012/04/05/opinion/gomez-iran-brazil-chill/>, (Page consultée le 2 décembre 2013).

42 Maria Regina Soares De Lima et Mônica Hirst, « Brazil as an Intermediate State and Regional Power: Action, Choice and Responsibilities », dans *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)* n° 82, 1er janvier 2006, p. 38.

43 Enrique Ventura, La politique extérieure brésilienne et l'élection présidentielle de 2011. Institut d'Études Politiques

les capacités militaires du Brésil sont considérées moins impressionnantes que celle de l'Égypte, de l'Inde ou de l'Indonésie⁴⁸. Si en pourcentage du PIB, les dépenses militaires équivalent à 1,5 % du PIB depuis 2002⁴⁹, le PIB, lui, a considérablement augmenté depuis. Les branches des forces armées qui ont le plus rapidement cru sont par conséquent l'armée et l'aviation⁵⁰. Malgré tout, en raison de l'histoire de la dictature militaire au Brésil, la population demeure particulièrement méfiante face à l'institution militaire, d'autant plus que le Brésil dispose d'une situation stratégique enviable, ce qui limite les choix du gouvernement dans son utilisation des forces armées⁵¹. Une autre explication réside dans une interprétation constructiviste de la puissance. En effet, selon Vigevani et Cepaluni:

Même si les idées de Lula, et de sa garde rapprochée n'étaient que des affirmations rhétoriques, ces idées et ces affirmations ont malgré tout un impact sur les relations étrangères du Brésil. Les gouvernements et les groupes sociaux en général ne réagissent pas en prenant en compte seulement les ressources de l'État en question, mais aussi en tenant compte du potentiel d'utilisation de ces ressources.⁵²

Cela démontre bien à quel point l'évolution des rapports de puissance s'est faite rapidement et d'une manière relativement discrète. Cette situation sera peut-être amenée à changer dans la prochaine décennie, si ce n'est pas durant le mandat de Rousseff, d'autant plus que, comme nous l'avons dit, l'intégration économique et politique en Amérique du Sud a été en bonne partie réalisée par le Brésil. Et ce, même si l'affrontement se poursuit entre le Brésil et les États-Unis à savoir selon quelles règles les Amériques seront intégrées. Autrement

dit, quels fondements normatifs et idéologiques soutendront le large ensemble d'intégration qui verra probablement le jour plus tôt que tard. Pour certains, la volonté d'augmenter sa place dans les affaires du monde amènera le Brésil à trouver les États-Unis sur son chemin⁵³. Cela explique peut-être un peu mieux pourquoi les États-Unis ont porté une attention particulière aux communications brésiliennes, notamment du géant pétrolier *Petrobras*, comme le monde a pu l'apprendre avec les déclarations d'Edward Snowden et de Wikileaks⁵⁴. Si, de Lula à Rousseff, les relations des États-Unis et du Brésil avaient pu se maintenir en bonne condition⁵⁵, l'espionnage par Washington du gouvernement brésilien a dégradé le climat politique existant entre les gouvernements en place.

Rousseff et les États-Unis (2011-)

Dans une perspective plus globale, l'implication nationale au sein des organisations internationales s'est poursuivie sous Rousseff. Il est à noter que depuis le 1er septembre 2013, un Brésilien se trouve à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), M. Roberto Azevêdo. M. Azevêdo a été élu sur une base consensuelle (en vertu des règlements de l'OMC) à partir d'une liste de candidature présentant neuf candidats en provenance du Ghana, du Costa Rica, de l'Indonésie, de la Nouvelle-Zélande, du Kenya, de la Jordanie, du Mexique, de la Corée du Sud et, bien évidemment, du Brésil⁵⁶. Cette liste fut ensuite ramenée à cinq candidats, conservant les candidats indonésien, néo-zélandais, mexicain, sud-coréen et brésilien. À l'issue de cette sélection ne sont restés que les candidats mexicain et brésilien, avec le résultat que l'on connaît aujourd'hui⁵⁷. Cette élection, qui opposait des candidats de plusieurs grandes économies, représente un gain d'influence majeur pour le Brésil, lui qui avait déjà

48 Maria Regina Soares De Lima et Mônica Hirst, *Op.cit.* p. 38.

49 UN Data, [En ligne], http://data.un.org/Data.aspx?d=WDI&f=Indicator_Code%3AMS.MIL.XPND.GD.ZS#WDI, (Page consultée le 10 avril 2014).

50 UN, « United Nations report on military expenditures », [En ligne], <http://www.un-arm.org/Milex/CountryProfile.aspx?CountryId=27>, (Page consultée le 10 avril 2014).

51 João Fábio Berthonha. « Brazil: an emerging military power? The problem of the use of force in Brazilian international relations in the 21st century », *Bras, Polít Int.* 53 (2), [En ligne], 2010, pp. 121-122, <http://www.scielo.br/pdf/rbpi/v53n2/06.pdf>, (Page consultée le 10 avril 2014).

52 Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *Op.cit.*, p. 1318.

53 *Loc. cit.*

54 Jonathan Watts, « NSA accused of spying on Brazilian oil company Petrobras », [En ligne], 9 septembre 2013, <http://www.theguardian.com/world/2013/sep/09/nsa-spying-brazil-oil-petrobras>, (Page consultée le 2 décembre 2013)

55 Maria Regina Soares De Lima et Mônica Hirst, *Op.cit.*, p. 33

56 World Trade Organisation, « Nine candidates nominated for the post of Director-General », [En ligne], 3 janvier 2013, http://www.wto.org/english/news_e/news13_e/dgsel_03jan13_e.htm, (Page consultée le 6 janvier 2014)

57 Organisation mondiale du commerce, « Processus de désignation du Directeur général de l'OMC », [En ligne], http://www.wto.org/french/thewto_f/dg_f/dg_selection_process_f.htm, (Page consultée le 6 janvier 2014)

réussi à faire élire Robério Silva à la tête de l'Organisation mondiale du café en février 2009. Même si cette dernière organisation n'est pas particulièrement bien connue du grand public, nul ne saurait remettre en question la valeur économique rattachée au café, souvent présenté comme étant la deuxième marchandise en importance après le pétrole. Tout cela représente parfaitement la stratégie du Brésil à participer à toutes les organisations internationales possibles afin de les employer comme levier de sa politique étrangère.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Dilma Rousseff, des signes pouvaient laisser croire à un rapprochement avec les États-Unis, pays qui demeure un tremplin important pour permettre l'obtention d'un siège permanent. Le gain appréhendé a certainement dû être revu à la baisse en réaction au scandale des écoutes électroniques par la NSA, ils semble que des représailles ont été infligées au gouvernement américain. Rousseff annule sa visite présidentielle à Washington d'octobre 2013, une rebuffade inédite dans les relations des deux pays. Lorsqu'on considère que c'était la première visite du chef d'État brésilien depuis 1995, l'impact de cette décision semble d'autant plus important. Les dirigeants brésiliens ont aussi soulevé la possibilité que les États-Unis puissent pâtir au niveau du processus de remplacement des avions de combat que le Brésil souhaite acquérir. En effet, Rousseff a déclaré au secrétaire d'État John Kerry qu'il était impossible de parler de la question des avions de chasse pour le moment⁵⁸, étant donné l'impossibilité de conclure une entente avec un pays en qui le gouvernement du Brésil n'a plus confiance⁵⁹. Déjà en septembre 2013, le site Internet Defense Industry Daily postulait que les protestations survenues plus tôt en 2013 au Brésil allaient peut-être provoquer un changement de cap en ce qui concerne les dépenses militaires brésiliennes, ce qui diminuerait encore l'attrait des avions américains⁶⁰. Si le dossier perd en importance pour le gouvernement

brésilien, il n'en est rien pour celui des États-Unis⁶¹. Que le gouvernement du Brésil ait finalement pris la décision en décembre 2013 d'aller de l'avant avec le Gripen suédois (qui n'était pas le favori dans la course avant que le scandale des écoutes n'éclate⁶²) n'aidera sans doute pas à rapprocher les intérêts nationaux des deux pays.

Il reste un enjeu d'une certaine importance économique entre les deux pays et il s'agit de la question des hydrocarbures et des biocarburants. Il s'agit d'un secteur économique d'importance majeure, puisque les deux pays sont responsables de 60 % de l'éthanol produit dans le monde et de 88 % de l'éthanol destiné à la production de biocarburant⁶³. Si le commerce de biocarburants avec les États-Unis a principalement décollé sous Lula, il faut savoir que les deux industries nationales de l'éthanol destiné aux biocarburants ne datent pas d'hier. En ce qui concerne les États-Unis, la production de biocarburant basé sur le maïs date de plusieurs décennies, et a été subventionnée de 1978 à 2011, avec le *Energy Tax Act*, que le Congrès américain n'a pas renouvelé⁶⁴. Quant au Brésil, l'industrie produit du biocarburant depuis les années 1970 grâce à la culture de la canne à sucre. Cette ressource a l'avantage d'offrir un meilleur rendement énergétique que le maïs, ce qui permet d'éviter, ou du moins ralentir, l'envolée des prix de cette céréale, qui est une denrée alimentaire centrale de la diète d'un grand

61 La dernière crise financière a d'abord affecté les États-Unis avant d'atteindre le Brésil d'une manière beaucoup moins marquée, comme expliqué précédemment. De plus, ce revers se produit exactement au moment où la paralysie budgétaire entraîne de graves conséquences pour les employés fédéraux des États-Unis, et par conséquent, les entreprises qui dépendent de subventions gouvernementales. Lockheed Martin, par exemple, a dû mettre en congé forcé 3000 de ses employés, ce qui rappelle l'importance de l'industrie de l'armement pour l'économie américaine.

62 Patricia Rey Mallen et Alberto Riva, « President Dilma Rousseff announces Brazil is buying Sweden's Saab Gripen jet fighters », [En ligne], 18 décembre 2013, <http://www.ibtimes.com/president-dilma-rousseff-announces-brazil-buying-swedens-saab-gripen-jet-fighters-1514060>, (Page consultée le 6 février 2014).

63 Michael Schwartz, « US ethanol tax breaks and import tariffs have expired », [En ligne], 5 janvier 2012, <http://www.tpt.com/commoditymanagementblog/Home/tabid/41/articleType/ArticleView/articleId/97/US-Ethanol-Tax-Breaks-and-Import-Tariffs-Have-Expired.aspx>, (Page consultée le 17 décembre 2013).

64 Jason Miller, « US Ends Ethanol Tax Break; Brazil Sees Opening », [En ligne], 31 décembre 2011, <http://www.industryleadersmagazine.com/us-ends-ethanol-tax-break-brazil-sees-opening/>, (Page consultée le 17 décembre 2013).

58 Compte tenu du refroidissement soudain des relations entre le gouvernement brésilien et le gouvernement américain à ce moment, il est difficile de savoir combien de temps le gouvernement brésilien souhaitait jouer la carte qu'il avait en main contre Washington.

59 Defense Industry Daily, « Brazils F-X2 Fighter Competition: Postponed, Again, By Politics », [En ligne], 26 septembre 2013, <http://www.defenseindustrydaily.com/brazil-embarking-upon-f-x2-fighter-program-04179/> (Page consultée le 1^{er}

1 novembre 2013)

60 *Loc. cit*

nombre d'habitants des Amériques. Si le Brésil a longtemps été le premier producteur mondial de biocarburant, les États-Unis sont passés en tête en 2005. Malgré cela, la fin du protectionnisme en matière de biocarburant laisse croire que le marché américain sera plus ouvert à l'importation de biocarburant en provenance du Brésil, étant donné que le Brésil peut produire du biocarburant à moins de la moitié du coût de l'industrie américaine⁶⁵ et dispose de par sa nature géographique, de deux saisons de production annuelle, soit dans le sud (la région de Sao Paulo, qui compte pour environ 60 % de la production nationale d'éthanol du Brésil)⁶⁶ et dans le nord du pays. Dans les faits, le Brésil cadre parfaitement dans la stratégie américaine de diversification d'approvisionnement d'hydrocarbures et de biocarburants. La production agricole brésilienne en deux saisons⁶⁷ permet en plus d'appuyer l'approvisionnement du marché américain lorsque la saison de production dans l'hémisphère nord prend fin et représente un produit énergétique réputé relativement écologique (lorsque comparé à d'autres types de combustibles fossiles plus controversés, comme le charbon).

D'un point de vue macroéconomique, entre 2000 et 2012, le Brésil a importé des États-Unis pour une valeur de 13 037 M\$ US à une valeur de 32 608 M\$ US. Durant la même période, les exportations brésiliennes à destination des États-Unis sont passées de 13 390 M\$ US à 26 850 M\$ US⁶⁸. En ce qui concerne les carburants, le Brésil a exporté vers les États-Unis pour une valeur de 529 M\$ US en l'an 2000 et pour 5 736 M\$ US en 2012. Les États-Unis ont concurrentiellement expédié de 342 M\$ US à 7 293 M\$ US. Ces données en provenance de l'Organisation mondiale du

commerce⁶⁹ illustrent bien que l'interdépendance des marchés énergétiques brésilien et états-unien. Il demeure très important de nuancer ces données en ajoutant que le Brésil n'est même pas dans la liste des plus grands partenaires commerciaux des États-Unis, alors que pour le Brésil, les États-Unis viennent au troisième rang, après la Chine et l'Union européenne. C'est ce qui est communément appelé la logique des quatre parts, stratégie visant essentiellement à ce que le Brésil limite les risques à se coller à un partenaire économique au détriment des autres⁷⁰.

Tout cela aide à tracer l'historique du passé commercial de ces deux nations, mais nous ne devons pas oublier de prendre en compte le fait que la monnaie brésilienne s'échange à un taux qui est devenu de plus en plus défavorable à l'exportation vis-à-vis le dollar US. Avec la diversification de l'activité économique du Brésil et l'émergence d'une classe moyenne, le fait de s'attendre à ce que le taux de change revienne de manière permanente à des niveaux favorisant massivement les exportations demeure à tout le moins une analyse périlleuse.

Des impondérables subsistent néanmoins: de massifs gisements pétroliers sous-marins, d'une ampleur telle qu'ils pourraient faire du Brésil un des plus grands exportateurs de pétrole du globe ont été découverts en 2013⁷¹. Ces gisements représentent l'opportunité pour de nombreux politiciens américains de renoncer à certains projets pétroliers plus contestés, comme Keystone XL. Si le pétrole *marin* du Brésil n'est pas non plus le plus facile à extraire, Petrobras jouit d'une excellente réputation dans le secteur de l'énergie en ce qui concerne l'extraction dans de telles conditions⁷². Comme l'on peut le deviner, le potentiel pour un rapprochement est bel et bien présent et ne dépend évidemment pas seulement du taux de change en vigueur. Reste à voir l'orientation en la matière que décidera de prendre le Brésil: Décidera-t-il de tenter ce rapprochement avec les États-Unis ou jugera-t-il plus sage d'assurer l'approvisionnement d'autres pays du sud? Étant donné que le Brésil a souvent joué sur une rhétorique

65 Christine L. Crago *et al.*, « Competitiveness of Brazilian sugarcane ethanol compared to US corn ethanol », *Agricultural and Applied Economics Association*, 25-27 juillet 2010, [En ligne], http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/60895/2/Crago_Costof_CornandSugarcaneEthanol_AAEA.pdf, p.1 (Page consultée le 6 janvier 2014).

66 Marcus Renato Xavier, « The Brazilian sugarcane ethanol experience », *Competitive Enterprise Institute*, [En ligne], 15 février 2007, p.7, <http://cei.org/pdf/5774.pdf>, (Page consultée le 6 janvier 2014).

67 Netafim, « Planting Time », [En ligne], http://www.sugarcane.crops.com/agronomic_practices/planting_time/, (Page consultée le 6 février 2014).

68 Organisation mondiale du commerce, « Données sur le commerce international et l'accès aux marchés », [En ligne], http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/statis_bis_f.htm?solu_tion=WTO&path=/Dashboards/MAAPS&file=Map.wcdf&bookmarkState={%22imp%22:%22client%22,%22params%22:%22langParam%22:%22en%22}}, (Page consultée le 6 février 2014).

69 *Loc. cit*

70 Sébastien Satander (dir.), « L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire? », *Ellipse*, Paris, 2009, p. 69.

71 Alan Clandenning, « Offshore discovery could make Brazil major oil exporter », *ABC News*, [En ligne], <http://abcnews.go.com/Business/story?id=3849290>, (Page consultée le 6 janvier 2014).

72 *Loc. cit*

d'appui au tiers-monde, mais pratiqué une politique pragmatique envers l'Occident, il n'est pas à exclure qu'il cherche à explorer les deux avenues.

Conclusion

En terminant, notons que malgré des changements structuraux d'importance dans les relations entre les deux puissances concernées, nous sommes d'accord avec l'affirmation que les relations entre les deux pays s'inscrivent davantage dans la continuité que dans la rupture. Le changement de gouvernement à Brasília ne semble pas avoir modifié fondamentalement la dynamique des relations, basée sur le pragmatisme, des deux puissances dont nous avons traité. Sur les principaux points de changements dans l'orientation de la politique brésilienne, nous notons que l'essentiel de ceux-ci se fonde sur des intérêts à long terme, en toute concordance avec la politique étrangère brésilienne traditionnelle. Ainsi, le repositionnement en ce qui concerne l'Iran s'explique au moins autant par la *realpolitik* que par les divergences idéologiques que Rouseff peut entretenir avec le régime de Téhéran. Les liens économiques sont importants et grandissants entre Washington et Brasília et les poussent de toute manière dans cette direction. Barack Obama en témoigne lorsqu'il déclare qu'il avait invité Dilma Rouseff à Washington parce que pour lui: « le Brésil est un pays incroyablement important, qui, de l'autoritarisme, s'est engagé sur la voie démocratique et a forgé une économie dynamique »⁷³. La transformation du Brésil en un formidable producteur énergétique, à la fois de pétrole brut (source d'énergie de plus en plus contestée, mais fiable et éprouvée) mais aussi d'éthanol (potentiellement intéressant à plus long terme), saura probablement ajouter de la force aux leviers d'influence qui sont déjà les siens. Il appartiendra ensuite aux dirigeants brésiliens au pouvoir de déterminer, conjointement avec ceux de Washington, de s'entendre sur les paramètres d'une nouvelle entente de coopération à adopter dans les affaires continentales, en réponse à la reconfiguration du pouvoir des acteurs étatiques concernés.

Il ne faut pas oublier que le Brésil se trouve aussi à être parfois considéré comme étant trop puissant par ses voisins, qui recherchent un équilibre pour contrebalancer la montée en puissance brésilienne⁷⁴. Pour l'Argentine, rival historique de Brasília, cet équilibre se matérialise par la volonté de se rapprocher des États-Unis alors que pour d'autres, il passe plutôt par un regroupement des pays hispanophones. C'est le cas du Venezuela, qui s'antagonise à part presque égal entre Washington et Brasília, sans être réellement en mesure de les jouer efficacement l'une contre l'autre.

Bref, en vertu de tous les soubresauts qui ont animé la relation bilatérale du Brésil et des États-Unis, s'il ne faut pas s'attendre à trop de rapprochement entre les administrations Obama et Rouseff, la relation entre les puissances brésilienne et états-unienne ne devrait pas s'inscrire autrement que dans le pragmatisme d'ici l'arrivée d'un prochain gouvernement dans l'un ou l'autre des deux pays. Si le maintien des liens économiques l'exige, certains intérêts plus stratégiques -désir d'obtenir l'appui états-unien dans sa demande pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité pour le Brésil et sécurité énergétique pour les États-Unis- l'exigent tout autant.

73 David Jackson, « Brazil cancels U.S. visit over spying claims ». USA Today, [En ligne], 18 septembre 2013, <http://www.usatoday.com/story/news/world/2013/09/17/obama-brazi-dilma-rousseff-national-security-agency/2826211/>

(Page consultée le 1^{er} novembre 2013).

74 Sébastien SATANDER (dir.). *Op. cit.*, pp. 75-77

Direction

Mathieu Arès, professeur
adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur
agrégé, Université de Sherbrooke

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 



Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



Rédaction

Mathieu Cloutier est candidat à la maîtrise en études politiques appliquées à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).